

Donald Trump nous emmène vers le "choc des civilisations"



MONDOVISION. Le nouveau président américain a tenu sa promesse de candidat : s'en prendre aux musulmans. Sur les conseils d'idéologues islamophobes, le chef de l'Etat va aussi à l'encontre des intérêts des Etats-Unis.

Dans le conflit qui les oppose aux islamistes radicaux adeptes du djihad, les Occidentaux ont toujours pris soin de faire la distinction entre une minorité extrémiste et l'islam en tant que religion de plus d'un milliard d'habitants de cette planète. Avec Donald Trump, cette précaution importante disparaît, au risque de faire du "choc des civilisations" du défunt politologue américain Samuel Huntington une prophétie auto-réalisatrice, posant à l'Europe, placée en première ligne, un sérieux défi.

L'attaque frontale contre les musulmans était bel et bien présente dans la campagne du candidat républicain, mais beaucoup d'observateurs s'attendaient à ce qu'une fois installé à la Maison-Blanche, Donald Trump atténue son discours globalisant et

adopte une attitude plus raisonnée, prenant en compte la complexité des rapports islam-Occident.

Il a fallu déchanter, comme l'a montré le décret interdisant l'entrée aux Etats-Unis des citoyens et natifs de sept pays à majorité musulmane, une mesure d'exclusion fondée sur le seul critère religieux, même si la Maison-Blanche s'en est par la suite défendue.

Certes, la mesure se heurte à une résistance farouche d'une partie de la société civile américaine, et fait l'objet d'un bras de fer avec la justice fédérale, mais le mal est fait.

L'"Executive order" signé par Donald Trump donne donc le ton d'une administration qui s'inscrit en rupture avec la précédente, celle de Barack Obama qui, dès son discours du Caire en 2009, avait tenté de tendre la main au monde arabo-musulman tout en poursuivant une guerre sans fin contre les djihadistes, ceux d'Al-Qaïda puis de l'Etat islamique.

Entouré d'islamophobes

Les dirigeants européens, français et allemands en particulier, bien plus exposés au terrorisme djihadiste que les Américains, maintiennent soigneusement cette distinction entre une religion et ceux de ses adeptes qui ont choisi une voie violente, résistant à l'extrême droite radicale qui tente de pratiquer un amalgame aux motivations idéologiques.

Ils ont été confortés dans cette approche par le fait que même si des natifs des pays européens sont présents en grand nombre parmi les combattants étrangers en Syrie et en Irak, et sont à l'origine de nombreux actes terroristes en Europe, ils n'ont pas trouvé au sein des millions de musulmans d'Europe la caisse de résonance qu'ils espéraient. Ils estiment que la bataille contre les extrémistes sera menée, et gagnée, avec la majorité des musulmans, et pas contre eux.

Ces précautions ne sont plus de mise à Washington, où le nouveau président est entouré d'hommes qui ont exprimé une islamophobie sans fard, à commencer par son "Raspoutine", Steve Bannon, le conseiller spécial et désormais membre du Conseil national pour la sécurité (NSC) de la Maison-Blanche. Le NSC, rappelons-le, est présidé par un autre pourfendeur de l'islam, le général Michael T. Flynn, qui tweetait, avant sa nomination, que "la peur des musulmans est RATIONNELLE [*les majuscules sont de lui, NDLA*]" - peur des musulmans en général, pas des intégristes ou des djihadistes.

Steve Bannon, l'ex-journaliste "alt-right", la mouvance d'extrême droite américaine, dont le "New York Times" se demandait il y a quelques jours dans un éditorial s'il n'était pas le "président Bannon" tant son influence est grande, apparaît comme travaillé par des visions apocalyptiques de l'histoire. Pour s'en convaincre, il suffit de voir le film "Torchbearer" qu'il a écrit et réalisé en 2016, juste avant la campagne électorale, et dans lequel des images du nazisme et des exécutions macabres de l'Etat islamique alternent avec un message répété de bout en bout : il n'y a de salut qu'avec Dieu.

Faire le jeu de Daech

Deux pays se retrouvent particulièrement pénalisés dans l'approche des idéologues de la Maison-Blanche : l'Iran et l'Irak, qui ont, pour des raisons différentes, des histoires particulières avec les Etats-Unis. Même si l'un comme l'autre est étranger aux actes de terrorisme commis sur le sol américain ces dernières années, pas même ceux du 11 septembre 2001 dont les auteurs venaient principalement d'Arabie saoudite, pays épargné par le "muslim ban".

Si l'Iran n'est pas une surprise, tant Donald Trump a répété pendant sa campagne que l'accord nucléaire signé par Barack Obama (mais pas que lui, les Européens, les Russes et les Chinois sont aussi signataires) avec Téhéran est un "mauvais accord", la stigmatisation de l'Irak est plus surprenante étant donné que plusieurs milliers de soldats américains y sont encore stationnés en appui au gouvernement de Bagdad, participant aux efforts de reconquête de Mossoul aux mains de l'Etat islamique.

Les voix dissidentes aux Etats-Unis, en particulier le millier de diplomates du Département d'Etat qui ont signé une motion contraire à la politique officielle, ont clairement indiqué que le "muslim ban" risquait de mettre en danger des vies américaines, et en particulier celles des militaires stationnés à l'étranger, mais aussi de faire le jeu des factions les plus extrémistes. C'est le cas de l'EI et d'Al-Qaïda dont la propagande est facilitée par la stigmatisation de tous les musulmans des pays visés.

C'est aussi le cas des plus durs du régime iranien, en particulier les Gardiens de la Révolution, à quelques semaines d'une élection présidentielle dans laquelle le président Rohani, garant de l'accord nucléaire et d'une relative ouverture, tente de se faire réélire.

Cette approche de la nouvelle administration ne tient compte ni de la réalité des rapports avec l'immense majorité des musulmans aux Etats-Unis (soit moins de 1% de

la population) ou dans le monde, ni même des intérêts stratégiques des Etats-Unis tels qu'ils sont exprimés par Donald Trump lui-même dans sa volonté de lutter contre le terrorisme islamique.

Le défi des Européens

L'attitude du petit noyau d'idéologues autour de Donald Trump pose un double défi : à l'establishment républicain aux Etats-Unis, d'une part, qui a une compréhension un peu plus fine de la complexité des situations, en particulier du président républicain de la Chambre des Représentants, Paul Ryan, qui a estimé la semaine dernière que l'accord nucléaire avec Téhéran était là pour rester ; aux Européens, qui s'inquiètent de plus en plus de la dérive islamophobe de la nouvelle administration, et doivent trouver les moyens de s'en dissocier avant d'être entraînés, malgré eux, dans le "choc des civilisations" souhaité par certains.

L'Union européenne a choisi jusqu'ici une approche *soft*, mais celle-ci risque de ne pas être possible très longtemps. Lorsqu'il avait publié son célèbre article dans la revue "Foreign Affairs" en 1993, Samuel P. Huntington avait accompagné l'expression "choc des civilisations" d'un point d'interrogation. Le livre qui suivit avait supprimé cette précaution, et suscité de très nombreux débats critiques. L'édition française de 1997, aux éditions Odile Jacob, avait fait figurer sur la couverture une bombe avec la mèche allumée...

Vingt ans après, tous ceux qui, en Occident comme dans le monde musulman lui-même, tentent d'éviter ce "choc de civilisations", tant prophétisé mais jamais réalisé, constatent avec effroi que c'est le président des Etats-Unis qui tente aujourd'hui de rallumer la mèche.

Pierre Haski